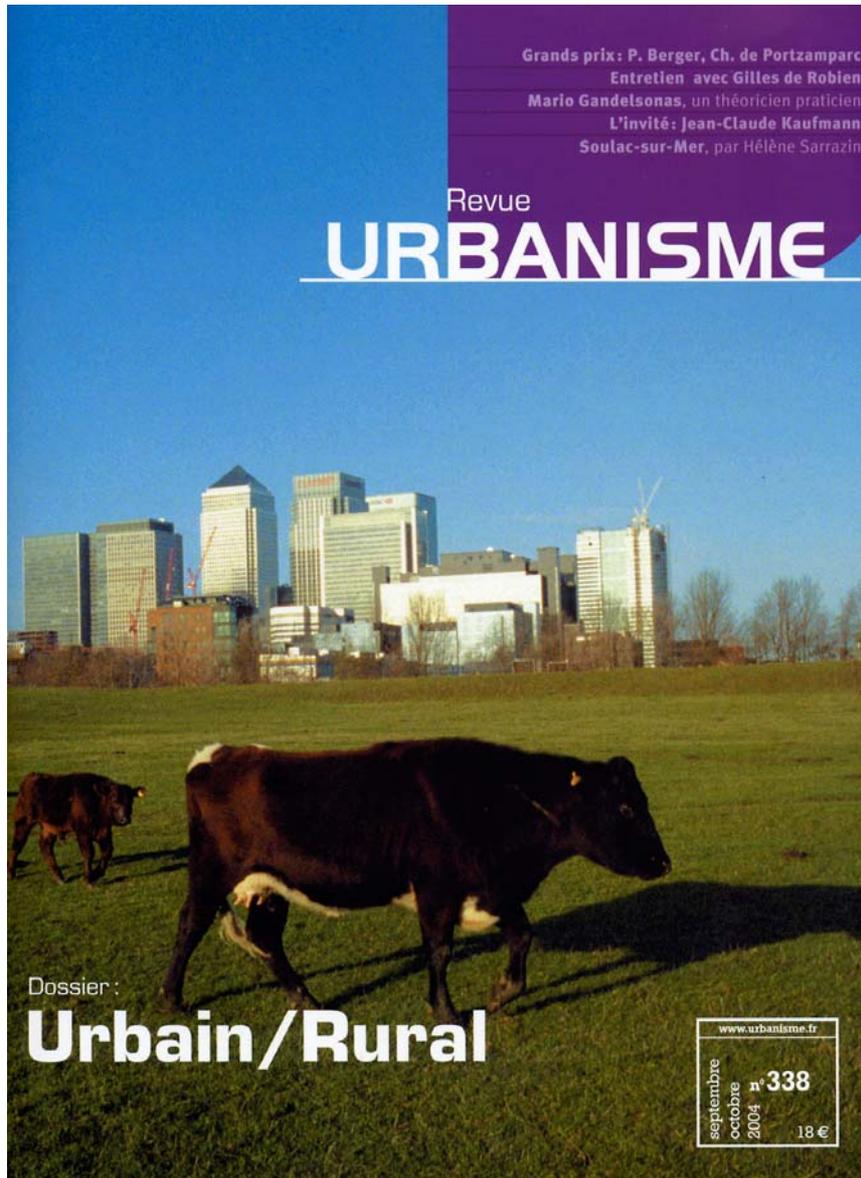


Extrait de :



Blé, melons, voies rapides, parc d'affaires et pavillons

Philippe ESTEBE

QUESTIONS

1 Pour comprendre la mutation des relations entre ville et campagne, entre urbain et rural, différents concepts ont été avancés depuis plus de vingt ans pour saisir la réalité de ces nouveaux territoires, ni urbains, ni ruraux : rurbanisation, périurbanisation, ville territoire, ville diffuse, ville émergente, ville-campagne, voire ville-nature... Laquelle de ces notions vous paraît-elle la plus pertinente, éventuellement suivant quelle définition ?

Avez-vous envie de proposer un autre terme ?

Si oui, lequel ?

2 Le paysagiste Michel Corajoud, Grand prix de l'urbanisme 2003, avance l'idée que "la campagne peut être le monument des villes contemporaines".

Que pensez-vous de cette idée ?

Qu'évoque-t-elle pour vous ?

3 L'aspiration de larges couches de la population française à la "maison individuelle", généralement honnie par les "urbanistes", pose de gros problèmes de gestion urbaine (équipements, réseaux de transport...).

Peut-on répondre à cette aspiration

dans le cadre d'une ville "plus compacte" ?

1. Il ne me semble plus pertinent de désigner les territoires uniquement sous l'angle de la morphologie. Par ce biais, on produit des catégories descriptives qui, toutes, sont insatisfaisantes, dans la mesure où on ne sait jamais très bien ce qu'elles recouvrent, où elles ne font pas consensus et où elles engagent dans une sorte de surenchère sémantique, à la recherche de l'expression qui fera mouche. J'aimais bien l'expression "ville émergente" parce qu'elle désignait un processus et non pas un type d'espace particulier, d'autant plus que la ville est par définition toujours émergente, comme le paysage rural d'ailleurs, les deux étant en permanence repris, retravaillés, transformés par l'activité humaine.

Les expressions désignant des espaces par leur morphologie n'ont pas, me semble-t-il, de sens par elles-mêmes, mais seulement par rapport à un contexte précis, où les locuteurs ont une appréhension sensible du territoire et partagent donc tous à peu près une même expérience. Par exemple, parler de "ville-pays" pour parler des relations entre Bayonne et le Pays basque a du sens à Bayonne dans la mesure où, localement, il s'agit d'un concept qui renvoie à des réalités physiques et politiques vécues par les protagonistes et les usagers du Pays basque ; en disant "ville-pays", les Bayonnais marquent leur reconnaissance du pays comme territoire constitué, leur désir d'en faire partie, sans pour autant se revendiquer comme capitale. Ailleurs, comme à Aix-en-Provence, la "ville-pays" désignera plutôt le territoire de la communauté d'agglomération du pays d'Aix, englobant la ville, son environnement rural et agricole et les différents bourgs voisins.

Si l'on veut absolument désigner, de manière neutre et compréhensible au-delà du contexte local particulier, des types d'espaces, j'opterai non pas pour un angle morphologique, mais pour un angle fonctionnel. Aussi la proposition de Jean Viard me paraît-elle extrêmement intéressante, lorsqu'il dit que l'on tend vers trois types d'espaces : les espaces résidentiels (qu'ils soient ruraux, urbains ou périurbains), les espaces productifs (qu'ils soient agricoles, industriels ou commerciaux), les espaces protégés. En termes de description, cette typologie me paraît intéressante dans sa neutralité relative : elle ne porte pas de jugement implicite, contrairement à celles qui désignent l'espace sous l'angle morphologique ; elle insiste (très schématiquement) sur le type d'activité humaine qui s'y déploie ; elle permet de visualiser des types d'interdépendances entre espaces fonctionnels. Ce néo-fonctionnalisme me paraît donc utile, en ce qu'il permet d'en finir avec les infinies querelles qui opposent la "ville" à la "non-ville" et toute la glose qui l'accompagne sur la citoyenneté, la sécession, la "fuite", etc. Cette typologie est sans doute grossière et doit être affinée, cependant cette idée que l'on ne désigne pas l'espace par sa forme mais par

l'activité qui s'y déploie (et donc qui engendre des formes diverses) mérite d'être creusée. Sous ses dehors fonctionnalistes, cette approche est en réalité bien plus anthropologique qu'il n'y paraît.

2. Si je me réfère au développement ci-dessus, il me semble que l'on ne doit pas utiliser le terme campagne car, à l'évidence, la campagne dans sa dimension productive, agricole, n'est pas le monument des villes contemporaines, même si elle en constitue le grenier. Au contraire, il me semble que la contestation du productivisme agricole est un phénomène typiquement urbain – même si quelques agriculteurs s'y convertissent, lentement (voir à ce propos l'analyse faite par Rémy Le Saout des électors comparés de Chasse, pêche, nature et tradition d'une part et des Verts d'autre part). Pour citer une anecdote, un élu vert du Nord m'a dit une fois qu'il préférerait le mitage périurbain à l'agriculture intensive. Si l'on en reste à cette approche productive de la campagne, on voit bien que, là où les risques sont les plus forts, c'est dans les zones de contact entre agriculture productive et fonction résidentielle des espaces ex-ruraux. Les cohabitations harmonieuses supposent une conversion profonde du modèle agricole, dont on trouve les traces dans la notion d'agriculture périurbaine (voir par exemple la recherche de Nadine Souchard et Jean-Jacques Tolron publiée dans le volume *La Ville émergente*),¹ mais qui, pour l'instant, demeure à l'état de trace justement. Même si on peut évoluer vers des formes d'agriculture raisonnée, moins utilisatrice des produits chimiques et moins destructrice du paysage traditionnel, il est illusoire de penser que le modèle soit réformable à court ou même à moyen terme. Je ne fais que rappeler une évidence : le productivisme agricole est rendu à la fois nécessaire et possible par la concentration urbaine et la diminution du nombre d'agriculteurs. D'une certaine façon, l'agriculture et la ville sont entrées dans une tension très paradoxale : elles se nourrissent mutuellement, si l'on peut dire, et se trouvent prises dans un antagonisme permanent. Considérée dans son acception d'espace productif, la campagne ne me paraît pas relever de l'ordre de la monumentalité.

Par ailleurs, si par "campagne" on désigne une certaine pratique de l'habiter, donc une modalité de la fonction résidentielle (ville étalée, pavillonnaire, etc.), je ne vois rien de monumental là-dedans. En effet, par "monumentalité", on désigne une forme de bien commun, s'imposant à tous et ayant, nécessairement, une dimension surplombante de signal, de rappel, de ralliement, d'identification collective. Dans les espaces résidentiels peu denses, la "campagne" n'est pas monumentale, elle est au contraire domestiquée, appropriée au moins autant que dans les espaces productifs agricoles ou les grands parcs de loisirs de plein air; elle est minutieusement travaillée (ou pas) par des milliers de ménages qui y voient, contrairement à la ville dense, la possibilité, peut-être illusoire, de produire et transformer leur environnement. Ou alors, il faudrait donner une nouvelle définition de la monumentalité, qui ne serait plus une œuvre surplombante et identificatoire, mais une fonction collective, construite sur des milliers d'actes individuels. Mais, à ce compte, toute activité humaine devient monumentale lorsqu'elle est portée par un nombre suffisant d'individus.

En revanche, si par "campagne" on désigne les espaces "protégés", du type réserves naturelles ou parcs nationaux, etc., alors il me semble, effectivement, que l'on fait face à une volonté monumentale, et c'est là que l'expression citée en référence prend, me semble-t-il, tout son sens. Les siècles industriels et post-industriels se sont employés – et c'est, je crois, une première dans l'histoire humaine – à délimiter des espaces où l'on préserve (et donc l'on invente) la nature. C'est évidemment lié au sentiment vertigineux (mais très largement surestimé à mon sens) de la capacité humaine, grâce à ses techniques, d'épuiser la nature". La réserve naturelle, en ce sens, a en effet quelque chose du monument : elle échappe à l'activité individuelle, elle fait signe, elle constitue un point de ralliement et d'identification (comme terriens, comme êtres vivants) en même temps qu'elle rappelle implicitement à chacun sa toute-puissance : cette nature préservée existe parce que je le veux bien, c'est ma force d'être capable d'opposer ma volonté à ma propre nature de producteur et de transformateur de la nature. Ainsi, la monumentalité de la nature préservée lui viendrait moins de sa dimension proprement naturelle (avec tout ce que cela entraîne de mythe sur la force et la fragilité de la "mère nature") que de sa dimension à la fois très humaine et surhumaine, le signe que la volonté de l'homme est plus forte que sa nature. D'une certaine façon, et paradoxalement, la nature préservée est un monument non pas des villes contemporaines mais à la gloire de la ville contemporaine.

3. On peut toujours innover dans l'offre immobilière et foncière; offrir des produits logements plus compacts, des formes de lotissements moins consommateurs d'espace et plus conformes aux nécessités du développement durable. On ne pourra pas s'opposer à une extension de l'espace moyen par ménage, ni même à l'augmentation du nombre de ménages. C'est notre monde. Nous devons le vivre.